Document generated on 04/25/2024 12:17 p.m.

Spirale
arts • lettres • sciences humaines

SPIRALE

Femmes des quartiers populaires : en résistance contre les discriminations, travail collectif mené par des femmes de Blanc-Mesnil et Saïd Bouamama

Christian Brouillard

Number 252, Spring 2015

Stigmate-machine : altérisation et racisation par le haut

URI: https://id.erudit.org/iderudit/78018ac

See table of contents

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)
1923-3213 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Brouillard, C. (2015). *Femmes des quartiers populaires : en résistance contre les discriminations*, travail collectif mené par des femmes de Blanc-Mesnil et Saïd Bouamama. *Spirale*, (252), 51–52.

Tous droits réservés © Spirale magazine culturel inc., 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Paroles d'autre(s)

PAR CHRISTIAN BROUILLARD

FEMMES DES QUARTIERS POPULAIRES : EN RÉSISTANCE CONTRE LES DISCRIMINATIONS
travail collectif mené par des femmes du Blanc-Mesnil et Saïd Bouamama
Le temps des cerises, 200 p.

« *Quand on est pauvre ou issu de l'immigration, on doit en plus des difficultés quotidiennes supporter les discours tenus sur nous. On en a marre de ces stigmates. Un peu de respect quand même.* »

Voici un ouvrage qui, pour beaucoup, apparaîtra comme une pièce de plus (ou de trop ?) dans l'ensemble des recherches menées dans le domaine de la sociologie de la pauvreté et des inégalités. Cependant, le livre développe son analyse de la réalité de ces secteurs en France (quartiers désignés souvent comme les « banlieues ») d'une manière qui est largement en rupture avec une bonne partie de ce que nous propose la littérature sur ce sujet.

> *« La société réelle doit être représentée[,] sinon la démocratie est bafouée. Il faut donner la parole aux invisibles. De toutes façons, nous la prendrons. »*

Littérature abondante, avons-nous dit, en France comme partout dans le monde, mais, malgré cette diversité, cela ne signifie pas pour autant que nous puissions prétendre disposer d'un tableau complet sur ces questions. De fait, nous pouvons signaler deux sérieuses limites à ces recherches. D'une part, comme le notaient Alain Bihr et Roland Pfefferkorn dans leur livre *Le système des inégalités* (La découverte, 2008), parce que ces travaux sont, pour la plupart, très spécialisés. Or, les inégalités sociales sont multidimensionnelles et font système. On ne peut donc pas, si on veut comprendre la dynamique et la réalité des inégalités et des discriminations, en isoler un seul aspect (emploi, transport, habitat ou école) en vue de les étudier. C'est donc en gardant en tête le principe de la totalité, une totalité dynamique et complexe, qu'on peut dépasser le caractère parcellaire des travaux menés, jusqu'à maintenant, sur les inégalités et tenter ainsi d'accéder à une compréhension plus fine et plus profonde du phénomène. D'autre part, et c'est ici une lacune beaucoup plus sérieuse, si les études sur les discriminations et la pauvreté se basent sur des enquêtes auprès des populations concernées, elles ne leur laissent guère de place en tant qu'acteurs et actrices à part entière. Elles ne sont que des objets d'étude : « *Les habitants des quartiers populaires deviennent ainsi des* "objets parlés" *et ne sont jamais pris en compte comme des sujets pouvant parler* » (introduction à *Femmes des quartiers populaires*).

C'est justement dans la tentative d'ouvrir un espace à cette parole de l'autre que tient l'originalité de la recherche menée en 2011 et en 2012 par Zouina Meddour et Saïd Bouamama avec un groupe de femmes des quartiers populaires du Blanc-Mesnil et qui a abouti à la rédaction du livre *Femmes des quartiers populaires*.

LIBÉRER LES PAROLES POPULAIRES

C'est donc une démarche qui a tenté d'éviter deux écueils : celui de l'intellectualisme (l'expert qui sait) et celui du populisme démagogique où l'on ne laisse la parole aux couches populaires que pour autant que celles-ci disent… exactement ce que l'expert veut entendre. Dans le cas qui nous occupe, il s'agissait plutôt d'instaurer un dialogue entre ces femmes des quartiers populaires et les chercheurs. Cette approche supposait deux conditions : d'un côté, que le chercheur mette de côté ses « privilèges » pour être à même d'écouter et de transmettre cette voix populaire, ce qui suppose qu'« *il soit convaincu qu'il existe un savoir populaire dont la prise en compte est incontournable pour comprendre la situation des quartiers populaires en général, celle des femmes issues de l'immigration post-coloniale en particulier* ». De l'autre côté, il fallait que ce groupe de femmes donne sa confiance au chercheur pour dire, non pas ce que ce dernier désire entendre, mais « *le réel tel qu'elles le vivent et le pensent* ». Ce dialogue qui se doit donc d'être le moins possible dirigé et hiérarchisé ne se décrète pas. Il se construit dans le temps au cours d'une expérience commune et des liens de confiance qui se tissent entre les participants.

Le caractère bien spécifique de cette expérience qui s'est étalée sur deux ans permet de comprendre la structure du livre où, pour chacune des facettes du vécu de ces femmes et de leur communauté, on assiste à un va-et-vient entre leurs paroles et certains apports de recherche universitaires. Ces apports, comme l'écrit Bouamama, ont été discutés et choisis par ces femmes, l'idée n'étant pas de tout dire mais de « *souligner les éléments de recherche faisant sens pour les participantes* ».

Ce processus visait à déconstruire un ensemble de mystifications qui occultent le réel de ces quartiers populaires. Ces mystifications, relayées autant par une bonne partie des médias que par des recherches « scientifiques », peuvent se ramener à trois éléments. En premier lieu, la présentation de ces quartiers vise trop souvent à ne souligner que les aspects violents et déshumanisants que ceux-ci vivent. Que cette violence soit bien présente n'est pas contestable, encore faut-il la replacer dans son contexte, un contexte marqué par une grande pauvreté et une précarité importante. Plus significatif encore, cette présentation masque toutes les solidarités, les luttes, les résistances et les liens qui se nouent au quotidien dans ces quartiers. Gommer ce vécu et focaliser uniquement sur les violences et dégradations des conditions de vie, c'est réduire ces populations à n'être que des « barbares » ou des « classes dangereuses ». Bref, des humains pas tout à fait humains...

« En fait, nous sommes victimes d'une triple peine. La première, c'est d'être de milieux populaires. La deuxième, c'est d'être issus de l'immigration. Et la troisième, c'est d'habiter une banlieue. »

En second lieu, le discours dominant, souvent sur un ton misérabiliste et paternaliste, désigne comme cause des violences et des dégradations que connaissent les quartiers populaires les comportements attribués aux habitants de ces zones : démission des parents qui laissent ainsi leurs enfants commettre des actes délinquants, complicité avec les trafiquants de drogue, parentalité défaillante, incapacités éducatives, etc. Que ces agissements existent, une fois de plus, est indéniable, encore faut-il en nuancer l'ampleur et, surtout, se demander s'ils peuvent véritablement être tenus comme la cause de la misère prévalant dans ces quartiers. Justement, voici ce qu'écrivait une des participantes du livre au sujet de la parentalité défaillante : « *À l'évidence, certains parents sont trop enfouis dans leurs propres difficultés pour être disponibles aux besoins éducatifs de leurs enfants, mais cela n'a rien à voir avec une* "démission". *Ils ont besoin d'être soutenus et non stigmatisés comme* "démissionnaires". » Dans ce renversement de perspective, où ce qui était présenté comme cause devient conséquence, il y a un enjeu de taille, car « *présenter ces constats (violences et dégradations des conditions de vie) comme des conséquences débouche sur la dénonciation de l'inégalité structurelle et massive qui touche les quartiers populaires et l'exigence d'une autre société plus juste et plus égalitaire* ». Cette exigence d'une société plus juste pose, à son tour, la question du politique. Or, qu'en est-il pour ces quartiers de l'action politique ?

Sur ce point, le discours dominant tend à présenter ces secteurs comme des « déserts politiques » où ne domineraient que la passivité et le fatalisme. Pourtant, ce retrait du politique, si on considère l'ensemble de la situation des pays du Nord, ne semble pas le propre des classes populaires : il se trouve aussi dans d'autres couches sociales, dont les classes moyennes. En effet, la réduction des élections à un simple spectacle ainsi que la distance grandissante entre les élus et la population permettent d'expliquer la montée de l'abstentionnisme tant sur le plan électoral que sur le plan de toute action politique. Encore faut-il souligner que, dans le cas des secteurs populaires, l'indifférence des élus envers les demandes et les besoins de la population est encore plus grande.

POUR UNE VÉRITABLE DÉMOCRATIE

La production de ce livre montre toutefois qu'il y a une présence du politique dans les secteurs populaires. Encore faut-il que les conditions (de confiance, d'organisation et d'autorisation) soient réunies pour en permettre l'épanouissement. Pour l'instant, nous assistons plutôt, de la part des pouvoirs en place, à un blocage face à des populations classifiées comme « pauvres » (donc non rentables) et, en bonne partie, originaires de l'immigration post-coloniale. Ce blocage peut par ailleurs amener une autre forme de politique en dehors des instances « légales », comme l'a montré Alain Bertho, celle de l'émeute (*Le temps des émeutes*, Bayard, 2009). Le mouvement de révolte de novembre 2005, en France, n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Ces émeutes ne peuvent éclater que sur un terrain où fleurissent des inégalités et des discriminations diverses. Le livre *Femmes des quartiers populaires* en donne une large présentation qui ne saurait être exhaustive : discrimination dans le logement, abandon des quartiers par les autorités politiques, discrimination dans le système de santé, dans les transports publics, répression policière, services publics qui se délitent dans ces quartiers, discrimination à l'emploi, etc. Comme le dit une des participantes, « *en fait, nous sommes victimes d'une triple peine. La première, c'est d'être de milieux populaires. La deuxième, c'est d'être issus de l'immigration. Et la troisième, c'est d'habiter une banlieue* ». Dans le discours développé par ces femmes sur ces discriminations vécues au quotidien, l'aspect spécifiquement féminin n'apparaît que sur une question : l'interdiction pour les femmes de porter le foulard dans les écoles. « *Moi, je ne porte pas le foulard,* explique une participante, *mais il faut qu'ils arrêtent de dire que celles qui le portent, c'est sur pression des pères ou des frères... C'est comme si on était passive et incapable de nous défendre nous-mêmes. C'est encore l'image de la femme soumise, c'est-à-dire un préjugé sur les femmes arabes ou musulmanes.* »

L'intérêt du livre est donc de montrer que ces femmes des communautés populaires et immigrantes, loin d'être passives, prennent la parole pour l'ensemble de leurs communautés. Après deux ans d'expériences communes et après avoir appris la puissance du collectif, ces femmes lancent trois messages qui peuvent résonner bien au-delà de leurs quartiers : « *Le premier est qu'une société qui ne met pas ses plus pauvres au centre de ses préoccupations ne mérite pas le nom de civilisation.* » Le deuxième souligne la responsabilité des médias et des dirigeants par rapport à leurs pratiques et à leurs paroles et aux conséquences qui peuvent en découler, en ce qui concerne entre autres la banalisation du racisme. Le troisième message met en évidence l'écart énorme entre la population et la classe politique, appelant à une plus grande démocratisation et à une plus grande inclusion, car « *la société réelle doit être représentée[,] sinon la démocratie est bafouée. Il faut donner la parole aux invisibles. De toutes façons, nous la prendrons.* » Par ce livre, les paroles de ces femmes du peuple, ces « *invisibles* », se font entendre avec force dans toute leur diversité et leur dignité. Saurons-nous les entendre ?